

APC: La scène canadienne

Onzième colloque régional

Le onzième colloque de la région canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth a eu lieu à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) du 26 au 29 octobre 1986.

Cette année, le thème du colloque était l'éthique en politique. La première séance portait sur certains aspects politiques et juridiques des conflits d'intérêts. Un ancien premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, M. **Angus MacLean**, a fait part de son expérience à titre de ministre de cabinet fédéral et provincial. M. **Albert Khelfa**, de l'Assemblée nationale du Québec, a décrit le rôle du juriste, haut fonctionnaire nommé par l'Assemblée législative vers lequel les députés peuvent se tourner pour obtenir des conseils sur des questions de conflit d'intérêts.

À la deuxième séance, les participants se sont demandé si les assemblées législatives canadiennes devraient obliger les députés qui veulent changer de parti à démissionner et à se représenter devant l'électorat sous leur nouvelle bannière. M. **Lloyd Crouse**, de la Chambre des communes, et M. **John Carter**, de l'Assemblée de Terre-Neuve, ont dirigé la discussion sur ce sujet.



Ci-dessus : trois personnalités de l'Île-du-Prince-Édouard qui ont été les maîtres d'oeuvre du Onzième Colloque, (de g. à d.) le président Edward Clark, le sénateur Lorne Bonnell et Doug Boylan. (R. Quayle)

La question du favoritisme et de l'examen par les législateurs des nominations faites par le gouvernement a été débattue à la troisième séance. M. **Richard Treleven**, de l'Ontario, a donné certaines raisons à l'appui d'un examen législatif, tandis que M. **Charles Birch**, du Manitoba, a exposé certains des problèmes que pose un tel examen dans un système parlementaire.

La dernière séance a porté sur le lobbying et la question de savoir si l'inscription des démarcheurs devait être obligatoire. Les principaux intervenants ont été M. **Dan McKenzie** de la Chambre des communes et M. **David Carter**, président de l'Assemblée législative de l'Alberta.

Quelque quarante législateurs de tous les parlements canadiens, sauf la Colombie-Britannique et les Territoires du Nord-Ouest ont assisté au colloque. Il y avait aussi deux invités spéciaux de l'Île de Man, M. **John Nivison**, député, et M. **Robert Quayle**.

L'atmosphère détendue de l'Île, la généreuse hospitalité du président Clark et le magnifique travail du comité organisateur coordonné par **Doug Boylan** ont fait du colloque une réussite parfaite.



Colloque sur la politique commerciale des États-Unis

La politique commerciale américaine n'est pas élaborée par une agence unique ou même par une seule administration gouvernementale. Elle résulte du travail concerté entre le gouvernement, ses divers organismes et le Congrès, qui fixent les priorités, évaluent les stratégies et adoptent les mesures législatives. Étant donné que les négociations commerciales entre le Canada et les États-Unis constituent l'un des principaux points à l'ordre du jour politique, la Région canadienne de l'APC a organisé un colloque sur la politique commerciale des États-Unis et plus particulièrement sur les relations économiques canado-américaines.

Bien que le commerce international soit de compétence fédérale, les autorités provinciales sont directement et indirectement impliquées dans bien des domaines et doivent suivre de très près la politique commerciale des États-Unis. Onze législateurs provinciaux de six provinces canadiennes (l'Alberta, l'Ontario, le Québec, Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse) ont pris part à ce colloque de trois jours à Washington en septembre 1986.

L'ambassadeur **Allan Gotlieb** et d'autres membres de l'Ambassade canadienne ont exposé aux délégués le rapport qui existe entre les négociations commerciales bilatérales et les autres aspects nationaux et internationaux de la politique américaine. Il a aussi exposé comment l'on conçoit la question du libre-échange de part et d'autre de la frontière.

Raymond Ahearn, du Service de recherche du Congrès, a donné un aperçu du rôle joué par les pouvoirs exécutif et législatif dans la formulation de la politique commerciale. **Len Santos**, conseiller commercial du Comité sénatorial des finances et **Joanna Shelton**, qui oeuvre au sous-comité du commerce du Comité des voies et moyens de la Chambre des représentants, ont exposé la dynamique politique que suscite cette question au Congrès américain.

William Cavitt, principal conseiller sur les politiques au ministère du Commerce des États-Unis a exposé la législation commerciale actuelle et les diverses mesures légales qui peuvent être prises en vertu de la présente législation. Le rôle joué par le Département d'État dans l'élaboration des politiques a été précisé par **James Medas**, sous-secrétaire adjoint et quelques-uns de ses collègues du Département d'État.

Un avocat de Washington, **Lionel Olmer**, a montré l'importance des groupes de pression dans le système politique américain et fait profiter les délégués de l'expérience qu'il a acquise dans les secteurs public et privé. Deux représentants de lobbies, **Larry Fox** de l'Association nationale des manufacturiers et **Robert McNeill** du Comité d'urgence du commerce américain, ont commenté le travail accompli par leurs organisations dans ce domaine.

L'un des orateurs les plus intéressants a été **William Merkin**, du Bureau des représentants commerciaux des États-Unis. Du fait qu'il travaille en étroite collaboration avec l'équipe de négociation américaine, c'est avec autant de franchise que de réticence compréhensible qu'il a exposé l'approche adoptée par les États-Unis pour les négociations. **Charles Ervin**, directeur des opérations de la Commission commerciale internationale, a terminé le colloque par une description du rôle et des responsabilités de son organisme ainsi que de l'importance des études qu'elle a effectuées sur les questions commerciales.

Les arrangements en vue de ce colloque ont été pris par **Barbara Reynolds** et **Jo Oberstar** du Centre d'échanges parlementaires.

Le président Pierre Lorrain (Québec), l'hon. Lloyd Crouse (Chambre des communes) et le président Arthur Donahoe (Nouvelle-Écosse), délégués à la conférence de l'APC tenue à Londres cette année, ont eu l'honneur de reconstruire Sa Majesté la reine Elizabeth II. (Sincotlash Limited)





Nouveau président de la Chambre des communes

Le 30 septembre 1986, tous les députés de la Chambre ont participé au scrutin qui a élu **John Fraser** au poste de président de la Chambre des communes.

John Fraser est né à Yokohama (Japon) en 1931. Il a été élevé à Vancouver et a poursuivi ses études à l'Université de la Colombie-Britannique où il a obtenu son diplôme de droit.

C'est en 1972 que M. Fraser a été élu pour la première fois à la Chambre pour y représenter Vancouver-Sud. Il a été ministre de l'Environnement sous le gouvernement Clark de 1979. En 1984, le Premier ministre Mulroney le nommait ministre des Pêches et Océans. Il démissionnait en 1985 suite à la controverse entourant la vente de thon avarié jugé impropre à la consommation humaine par les inspecteurs du ministère.

Élections partielles

Deux des quatre sièges vacants à la Chambre des communes ont été comblés par les élections partielles du 29 septembre 1986.



L'hon. John Fraser



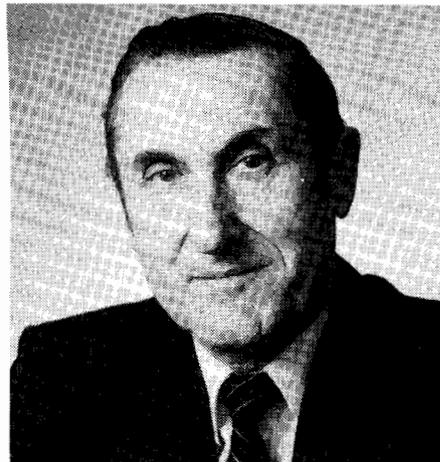
Gilles Grondin

Dans la circonscription de Saint-Maurice, le libéral **Gilles Grondin** a battu les candidats conservateur et néo-démocrate qui briguaient le siège détenu depuis de nombreuses années par **Jean Chrétien**.

M. Grondin, âgé de 45 ans, a été enseignant au Séminaire de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, puis directeur des Services aux étudiants et du Centre des médias du Cegep de Shawinigan. Il a aussi pris part aux activités de nombreux organismes communautaires et professionnels de Shawinigan.

En Alberta, **Walter Van de Wall** a conservé la circonscription de Pembina dans le camp des conservateurs. Né et élevé à Saint-Albert, M. Van de Wall a poursuivi ses études au St. John College et à l'Université de l'Alberta, à Edmonton. Membre de longue date du Parti progressiste-conservateur, il a aussi été échevin et conseiller municipal, président de l'Agriculture

Service Board, président de l'Alberta Canada Growers Association et président du Conseil de Legal Alfalfa Products Ltd. En 1985, son nom était inscrit au Temple de la renommée agricole de l'Alberta.



Walter Van de Walle

Nominations

Le nouveau greffier de l'Assemblée législative de l'Ontario est **Claude Desrosiers**. M. Desrosiers était greffier principal des comités et de la législation d'intérêt privé de la Chambre des communes. Il fut conseiller auprès du Comité spécial de la réforme de la Chambre qui recommanda de nombreux changements à la procédure en 1985.

En félicitant le nouveau greffier, le leader du gouvernement à la Chambre, **Robert Nixon**, a rappelé que M. Desrosiers avait été directeur d'école et conseiller municipal au Québec. «Il a certainement dû affronter des situations conflictuelles et des remises en question,» a-t-il dit. «C'est là une expérience très valable et une excellente préparation pour quiconque occupe une haute fonction dans une institution démocratique.»

M. Desrosiers a été choisi au terme d'un nouveau mode de sélection. Les candidats ont d'abord été convoqués en entrevue par le Comité de la législature. Ce dernier a transmis son rapport au président, lequel a recommandé la nomination du candidat choisi au lieutenant-gouverneur en conseil.



Claude Desrosiers

Démissions

Le leader en Chambre du Nouveau Parti démocratique, **Ian Deans** a démissionné le 31 août 1986. Député de Hamilton Mountain depuis 1980, M. Deans avait déjà indiqué qu'il avait l'intention de se retirer de la politique avant les prochaines élections fédérales. Il a quitté la Chambre pour devenir président de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique.

En plus du député chassé de l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse (voir Rapport législatif), un autre parlementaire a perdu son siège à cause de démêlés avec la loi. M. **Roger Coles**, député de Tatchun à l'Assemblée législative du Yukon, a démissionné le 1 novembre après avoir été condamné à trois ans de prison

pour trafic de cocaïne. Avec le départ de cet ancien chef du Parti libéral du Yukon la députation à l'Assemblée du Yukon est la suivante : 8 Néo-démocrates, 6 Conservateurs, 1 Libéral et un siège vacant.

Association des bibliothécaires parlementaires

L'Association des bibliothécaires parlementaires du Canada a tenu sa conférence bisannuelle à Regina, du 15 au 17 octobre. L'hôte de cet événement était **Marian Powell**, bibliothécaire de la Bibliothèque parlementaire de la Saskatchewan. Au total, 24 participants ont assisté à la conférence. L'Alberta, la Colombie-Britannique, le Manitoba, le Nouveau-

Brunswick, les Territoires du Nord-Ouest, la Nouvelle-Écosse, l'Ontario, le Québec, la Saskatchewan, le Yukon et la Bibliothèque du Parlement y étaient représentés.

Les séances de travail ont porté sur les services de recherche offerts aux parlementaires, le marché des services de bibliothèque, les bibliothèques parlementaires dans le monde, ou a aussi touché des domaines plus techniques tel que la communication entre les systèmes, le catalogage avant publication, la planification de l'espace dans les bibliothèques et les archives.

La conférence a débuté par une réception de bienvenue au Musée d'histoire naturelle au cours de laquelle l'ouvrage *The Legislative Library: A History* de Christine MacDonald a été lancé.